

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 29 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux services de télécommunications mobiles spécialisés, exploités par A.S.T.R.I.D. S.A. au profit des services belges de secours et de sécurité, de la Sûreté de l'Etat et d'institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de la sécurité", a donné le 3 mars 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 februari 2000 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de gespecialiseerde mobiele telecommunicatiediensten, geëxploiteerd door de N.V. A.S.T.R.I.D., ten behoeve van de Belgische hulp-en veiligheidsdiensten, van de Veiligheid van de Staat en van instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid", heeft op 3 maart 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée comme suit :

"(...) door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit dat het betrokken mobiele telecommunicatienet in een eerste fase in de eerste semester van 2000 moet operationeel zijn om artikel 9 van het beheerscontract tussen de Belgische Staat en de N.V. A.S.T.R.I.D. uit te voeren en derhalve de bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving vereiste ministeriële vergunning moet worden afgeleverd, (...)." (1).

*

* *

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du texte

Intitulé

Par souci de concision, il est proposé d'omettre les mots :

(1) Cette motivation est celle qui doit figurer dans le préambule de l'arrêté en projet.

.../...

"(...) au profit des services belges de secours et de sécurité, de la Sûreté de l'Etat et d'institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de la sécurité." (1).

Préambule

Alinéa 1er

L'arrêté en projet trouve son fondement dans les articles 3 et 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. La mention de l'article 1er de cette loi est donc à omettre. Par ailleurs, il convient de citer toutes les modifications expresses encore en vigueur subies par les articles qui constituent le fondement légal au projet, ainsi que la nature exacte de ces modifications.

L'on rédigera, dès lors, cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radio-communications, notamment l'article 3, annulé partiellement par les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 7/90 du 25 janvier 1990 et 1/91 du 7 février 1991, et l'article 11, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, annulé partiellement par les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 7/90 du 25 janvier 1990 et 1/91 du 7 février 1991 et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994;"

(1) Cette précision est du reste inutile car elle découle déjà de l'article 4, alinéa 1er, des statuts d'A.S.T.R.I.D., annexés à l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D. (M.B., 31 juillet 1998).

Alinéas 2 à 4

Ces alinéas ne visent ni un fondement juridique au projet, ni un texte modifié ou abrogé par celui-ci. Il convient donc de les omettre.

Alinéa 5

Il semble bien que la date de l'avis de l'inspecteur des finances soit le 24 septembre 1999. Il y a lieu, dès lors, d'indiquer la date exacte.

DispositifArticle 1er

L'article 3, §§ 1er à 3, de la loi du 30 juillet 1979, précitée, dispose :

"§ 1er. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication sans avoir obtenu l'autorisation écrite du Ministre. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe les règles générales d'octroi et de révocation des autorisations visées au § 1er. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

.../...

§ 3. Le Ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder et de révoquer des autorisations à un fonctionnaire de l'Institut, ci-après dénommé son délégué."

Les règles générales d'octroi et de révocation des autorisations d'établir et de faire fonctionner un réseau de radiocommunications font l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

Le présent projet ne peut avoir pour objet de délivrer lui-même l'autorisation (1) à la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D.. Il doit se limiter à en fixer les règles générales d'octroi et de révocation en précisant expressément dans quelle mesure il y a lieu, compte tenu de la spécificité du réseau que cette société a pour mission d'établir conformément à l'article 3 de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, de s'écarter des conditions fixées par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité; il reviendra au Ministre qui a les télécommunications dans ses compétences de délivrer l'autorisation demandée si ces conditions sont remplies et, le cas échéant, d'apporter à l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, les aménagements souhaitables eu égard à la

(1) La nécessité d'une telle autorisation peut être déduite de l'article 12 de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, dont il résulte a contrario que le législateur n'a pas voulu soustraire la société A.S.T.R.I.D. du champ d'application de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

situation particulière de la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D..

L'article 1er sera revu pour tenir compte de cette observation.

Article 2

Cet article reproduit en substance l'article 17 de l'arrêté royal 15 octobre 1979, précité. Mieux vaudrait donc prévoir que cette disposition est applicable.

Articles 4 et 5

En ce qui concerne ces articles, il y a lieu de rappeler qu'une redevance est la rémunération d'un service accompli par l'autorité en faveur du redevable et qu'il doit exister une proportion raisonnable entre d'une part, la valeur du service fourni et, d'autre part, la redevance exigée : à défaut de pareille proportion, la redevance perd son caractère de rétribution pour revêtir un caractère fiscal. A cet égard, il y aura lieu de justifier, le cas échéant, les écarts qui pourraient exister entre le montant de la redevance forfaitaire à charge de la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D. et celui des redevances à charge des autres exploitants de réseau de radiocommunications, pour autant que les services prestés par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications soient comparables.

.../...

En outre, il y a lieu de préciser si la redevance annuelle prévue par le présent projet à charge de la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D. remplace ou s'ajoute aux redevances prévues par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering als volgt :

"(...) door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit dat het betrokken mobiele telecommunicatienet in een eerste fase in de eerste semester van 2000 moet operationeel zijn om artikel 9 van het beheerscontract tussen de Belgische Staat en de N.V. A.S.T.R.I.D. uit te voeren en derhalve de bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving vereiste ministeriële vergunning moet worden afgeleverd, (...)." (1).

*

*

*

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van de tekst

Opschrift

In een streven naar beknoptheid wordt voorgesteld de volgende woorden te schrappen :

(1) Deze motivering is die welke in de aanhef van het ontworpen besluit moet worden vermeld.

"(...), ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, van de Veiligheid van de Staat en van instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid." (1).

Aanhef

Eerste lid

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd door de artikelen 3 en 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving. De vermelding van artikel 1 van die wet dient dan ook te vervallen. Overigens dient melding te worden gemaakt van alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen die zijn aangebracht in de artikelen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen, alsook van de precieze aard van die wijzigingsteksten.

Het eerste lid dient dan ook als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op artikel 3, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 en arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof, en op

(1) Die precisering is overigens overbodig, aangezien ze reeds voortvloeit uit artikel 4, eerste lid, van de statuten van A.S.T.R.I.D., die de bijlage vormen van het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D. (B.S. 31 juli 1998).

artikel 11, vervangen bij de wet van 22 december 1989, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 en arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;".

Tweede tot vierde lid

In deze leden wordt noch verwezen naar een rechtsgrond van het ontwerp, noch naar een regeling die bij het ontwerp gewijzigd of opgeheven wordt. Die leden dienen dan ook te vervallen.

Vijfde lid

Blijkbaar heeft de inspecteur van financiën zijn advies op 24 september 1999 gegeven. Bijgevolg behoort die datum te worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 3, §§ 1 tot 3, van de voormelde wet van 30 juli 1979 luidt als volgt :

"§ 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht,

.../...

een zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van de Minister. Deze vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt de algemene regels inzake toekenning en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. De Minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het verlenen en intrekken van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van het Instituut, hierna te noemen zijn gemachtigde.".

In het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen zijn de algemene regels bepaald voor het verlenen en intrekken van vergunningen voor het opzetten en het doen werken van een net voor radioverbinding.

Het onderhavige ontwerp mag niet ertoe strekken tevens de vergunning aan de naamloze vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D. te verlenen (1). Bij dit ontwerp mogen alleen de algemene regels voor het toekennen en het intrekken van vergunningen worden vastgesteld. Daarbij moet, in het licht van de eigen aard van het netwerk dat die

(1) Dat zulk een vergunning nodig is, kan worden afgeleid uit artikel 12 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, waaruit a contrario blijkt dat de wetgever de vennootschap A.S.T.R.I.D. niet aan de werkingssfeer van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving heeft willen onttrekken.

vennootschap overeenkomstig artikel 3 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten dient op te zetten, uitdrukkelijk worden bepaald in welke mate van de voorwaarden vastgesteld in het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 mag worden afgeweken. Het staat aan de Minister tot wiens bevoegdheid de telecommunicatie behoort de gevraagde vergunning af te geven wanneer aan die voorwaarden is voldaan en, in voorkomend geval, in het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen de aanpassingen aan te brengen die in het licht van de bijzondere situatie van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap A.S.T.R.I.D. wenselijk worden geacht.

Artikel 1 behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Artikel 2

Dit artikel komt in grote trekken overeen met artikel 17 van het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 1979. Het zou dan ook beter zijn te bepalen dat die bepaling van toepassing is.

Artikelen 4 en 5

In verband met deze artikelen dient eraan te worden herinnerd dat een retributie de vergoeding is van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de

.../...

heffingplichtige en dat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen, enerzijds, de waarde van de bewezen dienst en, anderzijds, de gevorderde retributie : bij gemis van een zodanige verhouding verliest de retributie haar vergoedend karakter en wordt zij van fiscale aard. In dat opzicht zal in voorkomend geval een reden moeten worden opgegeven voor de verschillen die zouden kunnen bestaan tussen het bedrag van de forfaitaire retributie ten laste van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap A.S.T.R.I.D. en het bedrag van de retributies ten laste van de andere exploitanten van netwerken voor radioverbinding, voor zover de diensten die het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie presteert vergelijkbaar zijn.

Ten slotte behoort te worden gepreciseerd of de retributies waarin het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 voorziet, worden vervangen door de jaarlijkse retributie die bij dit ontwerp aan de publiekrechtelijke naamloze vennootschap A.S.T.R.I.D. wordt opgelegd, dan wel of de jaarlijkse retributie daar bovenop komt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatie-
bureau werd opgesteld en toege-
licht door de H. C. AMELYNCK,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN